Zeitschrift: Domaine public

Herausgeber: Domaine public

Band: - (2007)

Heft: 1754

Artikel: Le tsunami UDC : une réplique du séisme du 6 décembre 1992? : Quand la gauche est elle-même atteinte du virus de l'exclusion

Autor: Vodoz, Luc

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-1024475

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 11.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Arithmétique politique

Les résultats des élections fédérales influencent la composition de tous les organes importants du pays, du Tribunal fédéral aux conseils d'administration des entreprises publiques

Alex Dépraz (1er novembre 2007)

Lorsqu'un démocrate succède à un républicain à la Maison Blanche, tous les postes stratégiques de l'administration américaine changent de main quasiment du jour au lendemain. En Suisse, la mue est plus lente. Mais, le gain de sièges parlementaires ne permet pas seulement d'élire les membres du Conseil fédéral et de trouver des majorités pour voter lois et budgets. La représentation arithmétique des partis a court pour toutes les nominations importantes.

La règle s'applique d'abord pour les autres élections de la compétence des Chambres fédérales. La bataille autour du poste du *«8ème conseiller fédéral»*, qui sera désigné à la tête de la Chancellerie le même jour que l'élection du Conseil fédéral, en témoigne. Ce même mercredi de décembre, les nouveaux parlementaires éliront plusieurs juges au Tribunal fédéral. Il y aura rééquilibrage: compte tenu de sa défaite du 21 octobre, le PS, déjà légèrement surreprésenté, pourrait perdre de 2 à 3 sièges au fil des futures nominations au Tribunal fédéral. Dans les très nombreuses nominations du Conseil fédéral, au sein de l'administration centralisée, dans les entreprises publiques ou encore dans les institutions dépendant étroitement de la Confédération, la couleur politique est aussi appelée à jouer un rôle. Enfin, le résultat d'élections fédérales n'est pas sans influence sur les négociations de répartition au niveau cantonal. Ainsi, dans les cantons de Vaud et de Genève, l'UDC et les verts seront désormais en position de force pour obtenir un juge cantonal ou un mandat d'administrateur dans une entreprise publique pour lequel ils seraient en concurrence avec d'autres partis.

Qui dit postes à pourvoir dit candidats pour les assumer. Les partis qui ont le vent en poupe devraient logiquement attirer des personnes, mues par plus ou moins d'opportunisme, qui visent les futures fonctions à repourvoir. Est-ce qu'un parti organisé et hiérarchisé comme l'est l'UDC parviendra à garder le contrôle sur ceux qui sans être des représentants ont bénéficié des résultats de l'UDC pour accéder à ces postes? Est-ce que cette participation accrue à l'exercice d'un pouvoir moins visible va au contraire favoriser l'ouverture au sein du parti? Il est encore trop tôt pour le dire.

Le tsunami UDC: une réplique du séisme du 6 décembre 1992?

Quand la gauche est elle-même atteinte du virus de l'exclusion

Invité: Luc Vodoz (4 novembre 2007)

Les commentaires et propositions politiques parus ces derniers mois dans les médias – DP compris – ont le plus souvent été étonnamment paradoxaux: concluant inlassablement à la nécessité d'expulser le mouton noir du Conseil fédéral, et reproduisant par là-même la mécanique menant de la peur de l'autre au réflexe de son exclusion – mécanique contre laquelle justement l'on prétendait s'insurger. Manifestation d'une sorte de nouvel hygiénisme institutionnel, l'obligation d'allégeance à la vision politique majoritaire transparaît dans une stricte intolérance au crime de lèse-collégialité.

Au soir du 21 octobre, la vague UDC et le reflux socialiste n'ont guère suscité de remise en question de la stratégie prônée:

nombre de commentateurs sont restés focalisés sur l'éviction du gouvernement de la mascotte UDC – comme si par magie cela allait dissoudre les coalitions qui contribuent à ses objectifs néolibéraux. Et l'analyse n'a guère dépassé les constats de la pauvreté des débats préélectoraux, de l'apport de l'agitation médiatique antiblochérienne au succès de l'UDC, ou encore des disproportions des budgets des campagnes partisanes.

Dans ce contexte, la progression des Verts peut être interprétée de diverses manières. Mais se contenter (se consoler) d'une explication très générale en termes de recomposition de la gauche reste insuffisant. Et c'est une hypothèse plus pointue que l'on pourrait avancer: le statut différent de la question européenne au sein des diverses forces de gauche expliquerait, au moins partiellement, l'évolution contrastée des résultats respectifs des Roses et des Verts.

L'exploitation de l'euroscepticisme

Petit retour en arrière: l'apparente belle unanimité antiblochérienne de l'élite médiatique et politique – UDC non comprise – n'est pas sans rappeler l'ambiance de «chasse aux sorcières» qui régnait en Suisse romande au début des années 1990; alors que le débat sur l'adhésion à l'EEE battait son plein, et qu'une très large majorité des acteurs politiques comme de la presse affichait un dédain sans appel à l'égard de toute position eurosceptique. Au sein des forces de gauche, seuls les Verts faisaient état de divisions internes sur la question européenne. Or c'est précisément à cette époque que, tout comme les Verts, l'UDC a entamé une croissance ininterrompue.

Cet automne, c'est bien sûr en dépit et non en raison des prévisibles conséquences sociales des politiques prônées par l'UDC que celle-ci est parvenue à mobilier l'électorat en sa faveur. Mais on peut postuler que ce ne sont pas seulement les thèmes xénophobes et sécuritaires qui ont servi de paravent pour masquer une stratégie de démantèlement de l'Etat: l'exploitation du plus légitime et nuancé des euroscepticismes – celui qui privilégie la voie bilatérale sans pour autant viser d'emblée la pleine adhésion – a sans doute aussi bénéficié à l'UDC. Comme aux Verts, dont la position relativement mitigée à l'égard de l'UE les a préservés d'une démobilisation de leurs sympathisants euroréticents.

Briser l'eurotabou

Chacun sait les Suisses très attachés à leur système politique, et en particulier à leurs droits démocratiques exceptionnellement étendus. La méfiance à l'égard de Bruxelles relève sans aucun doute d'un mélange de préoccupations, où la crainte de perdre des privilèges économiques joue certainement un rôle majeur – bien davantage que la pure xénophobie à connotation raciste que l'on a tant prêtée aux eurosceptiques. Mais surtout, le débat sur les coûts politiques d'une pleine et inconditionnelle intégration à l'UE n'a jamais été véritablement mené sur la place publique helvétique. Ce qui hélas laisse libre cours aux plus excessives suspicions de compromissions entre centre et gauche de l'échiquier politique, médias, ainsi qu'intérêts économiques et financiers.

S'il est pertinent de faire l'hypothèse qu'une certaine arrogance politico-institutionnelle et médiatique en matière de politique européenne a progressivement amené des électeurs socialistes, démocrates-chrétiens et libéraux-radicaux à se sentir exclus au point de les rejeter à l'UDC, la réponse politique passe alors par une remise en question du fondamentalisme de centre gauche sur l'Europe comme solution à tous les problèmes. Avec l'acceptation d'une diversité d'options sur la question et l'ouverture de débats véritablement créatifs, réservant notamment une place centrale aux défis liés à l'avenir des institutions démocratiques suisses. De cette manière, l'Europe peut cesser de bénéficier à l'UDC (et dans une moindre mesure aux Verts) comme polarisateur politique principal. Et l'on pourrait revoir au premier plan la question sociale et le rôle de l'Etat, sur lesquels l'UDC est bien moins en phase avec l'opinion.